

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 124

**Loi concernant l'acquisition d'actions de certaines
sociétés de prêts hypothécaires**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par MADAME LISE PAYETTE

Ministre des consommateurs, coopératives et
institutions financières

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978

PROJET DE LOI

RELATIVE A L'ACQUISITION D'IMMOBILITES

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

Le présent projet de loi a pour but de modifier la législation relative à l'acquisition d'immobilités.

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi a pour but, dans la mesure qui y est prévue, de soumettre à l'autorisation du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières l'acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires.

Le présent projet de loi prévoit une autorisation analogue pour de telles sociétés lorsqu'elles entendent disposer de créances hypothécaires en dehors du cours normal de leurs affaires.

Le présent projet de loi affecte à compter du 6 décembre 1978 les opérations qui y sont visées.

1978-1979

PROJET DE LOI

PROJET DE LOI

PROJET DE LOI

Projet de loi n° 124

Loi concernant l'acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Dans la présente loi, on entend par:

a) «action»: une action en circulation à l'égard de laquelle le droit de voter peut être exercé, soit absolument, soit en vertu d'une condition remplie;

b) «actionnaire important»: une personne qui:

i) détient vingt pour cent ou plus des actions d'une société;

ii) détient des actions d'une société qui, si elles sont ajoutées à celles détenues par une personne liée à cette personne au sens de l'article 49 de la Loi sur les assurances (1974, chapitre 70), représentent vingt pour cent ou plus des actions d'une telle société; ou

iii) est désignée, par le ministre, actionnaire important d'une société conformément à l'article 2;

c) «ministre»: le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières;

d) «société»: une corporation constituée en vertu d'une loi du Québec pour consentir des prêts garantis par hypothèques ou par des créances hypothécaires, avec ou sans autres objets complémentaires, et dont l'actif, tel qu'établi à son dernier bilan annuel, excède \$100 millions.

2. Le ministre peut désigner actionnaire important une personne qui détient moins de vingt pour cent des actions d'une société si, à son avis, cette personne exerce elle-même ou de concert avec d'autres un degré notable de contrôle sur les activités de la société.

Le ministre peut en tout temps révoquer une telle désignation.

Lorsque le ministre désigne ainsi un actionnaire ou révoque une telle désignation, il doit en aviser la société et l'actionnaire désigné.

3. Un actionnaire important d'une société qui acquiert par transfert ou attribution une action de la société doit, au préalable, obtenir l'autorisation du ministre.

Il en va de même pour toute personne qui par l'effet d'une telle acquisition deviendrait un actionnaire important d'une société.

4. L'actionnaire important ou la personne visés dans l'article 3 doivent pour les fins d'une telle autorisation aviser le ministre du nombre d'actions qu'ils entendent acquérir et du total des actions qu'ils détiendront après une telle acquisition.

5. Une acquisition d'action faite en contravention de l'article 3 est nulle et sans effet.

6. Une société ne peut fusionner avec une corporation ni disposer à peine de nullité, en dehors du cours normal de ses opérations, de ses créances garanties par des biens-fonds sans obtenir au préalable l'autorisation du ministre.

7. La présente loi prévaut sur toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale.

8. Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières est chargé de l'application de la présente loi.

9. La présente loi a effet à compter du 6 décembre 1978.

10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.